

se monte à \$8,000,000. Si nous soustrayons cette somme des \$36,000,000, que nous dépensons en Canada, notre gouvernement reste avec une dépense de \$28,000,000. Voilà le chiffre auquel l'honorable député est arrivé.

L'honorable député doit se rappeler, cependant, que les Etats-Unis ont aussi des paiements considérables à faire, qui n'ont pas leurs correspondants dans nos propre budget, et s'il est juste de retrancher de notre budget les paiements que les Etats-Unis n'ont pas à faire, il est juste également de retrancher de leur budget les paiements qui ne sont pas faits ici. Les Etats-Unis paient pour leur marine militaire \$22,000,000 ; Or, nous n'avons aucune marine militaire à supporter. Leurs postes militaires leur coûtent \$44,000,000, et nous n'avons pas une dépense correspondante à celle-là. Leurs pensions militaires leur coûtent \$107,000,000 ; leur service diplomatique et consulaire, dans les différentes parties du monde, leur coûte \$3,000,000, et le district de Colombie leur coûte \$2,900,000 de plus que la recette qui en provient. Si, M. l'Orateur, nous ajoutons tout cela ensemble, nous arrivons à un total de \$178,900,000, que les Etats-Unis ont à payer, tandis que le Canada n'a rien à dépenser pour ces services. Or, en d'autres termes, nous retranchons 60 pour 100 de leur dépense totale de \$297,000,000, et nous retranchons 22½ pour 100 de la dépense totale du Canada, de sorte que nous avons en Canada 78 pour 100 du revenu total à dépenser pour nos départements qui correspondent aux départements des Etats-Unis, tandis que ceux-ci ont seulement 40 pour 100 de leur revenu à dépenser. Nous pouvons donc conclure, d'après ces calculs, que la dépense par tête en Canada est de \$8.44, tandis qu'elle n'est que de \$1.89 aux Etats-Unis, soit une différence de \$3.55 par tête en faveur de ceux-ci, selon les calculs équitables que j'ai faits, et qui ont été acceptés comme base par l'honorable député qui a discuté cette question hier.

Mais, M. l'Orateur, si je quitte cet ordre d'idées, personne ne doit s'attendre à ce que je suive pas à pas l'honorable député de l'Islet (M. Desjardins), qui s'est étendu si longuement, hier, pour arriver à ses conclusions. Je ne vous lirai pas un extrait de la réponse de M. Gladstone à M. Blaine, dans laquelle l'honorable député a puisé si abondamment. Il ne faut pas non plus attendre de moi que je le suive au sujet des relations qui existent entre les puissances continentales, et que j'emploie environ une demi heure à parler sur ce sujet comme il l'a fait, hier.

Nous ne sommes pas, ici, dans le but de discuter les questions dont les pays étrangers ont à s'occuper ; mais nous sommes ici pour agir comme des hommes pratiques. Notre but est l'examen des questions qui nous sont soumises, concernant les intérêts de notre propre pays et nous devons nous attacher aux choses pratiques.

On nous a dit, hier, que la politique nationale avait fait beaucoup pour le pays. On nous a dit qu'elle avait fait sortir le pays d'une période de dépression et que la période de progrès que nous traversons actuellement doit lui être également attribuée.

On nous a dit que, grâce à cette politique, l'espérance avait remplacé le découragement ; que l'abondance remplaçait la gêne ; que le commerce étranger ne déclinait plus, mais se développait ; que l'immigration remplaçait l'émigration ; que l'état de dépendance dans lequel nous trou-

vions vis-à-vis du marché des Etats-Unis avait fait place à notre indépendance commerciale.

On nous a dit aussi, M. l'Orateur, hier, que la réciprocité n'était plus désirée, mais qu'elle était répudiée même pour ce qui regarde les produits naturels.

Je vais, M. l'Orateur, examiner cette politique nationale sous quelques-unes de ses faces, et, si c'est possible, m'assurer si les bienfaits qu'on lui attribue ont bien réellement profité au pays. Le ministre des finances, le ministre de l'agriculture, le ministre de la justice, leurs partisans dans cette chambre et dans les diverses parties du pays nous ont dit fréquemment et avec éloquence que notre commerce étranger se développait ; que nous avions trouvé au delà de la mer et dans d'autres parties du monde des marchés ouverts à notre commerce d'exportation, bien que la protection nous eût empêché de tirer du marché des Etats-Unis toutes les avantages que nous aurions désiré en retirer. Je vous lirai certaines remarques faites par Sir John A. Macdonald, en 1882, relativement à notre commerce d'exportations. Sir John A. Macdonald, dans ces remarques, signale les grands efforts qui ont été faits sous le régime de la politique nationale pour développer notre commerce avec les pays étrangers. Il fait aussi allusion aux efforts faits par le parti libéral, et, après avoir constaté à sa manière l'insuccès de ce dernier, il continue comme suit :

Je ne sache pas—si ma mémoire ne me trompe—que ces messieurs de la gauche aient jamais fait une seule avance à aucune nation étrangère, ou aient tâché de développer le commerce du Canada dans aucun port du monde civilisé ou non civilisé. C'est sous notre régime que le développement de notre commerce fut commencé, et je suis fier de dire que notre mère patrie se montre pour nous une véritable mère patrie dans la meilleure acception du mot. Elle nous assiste toujours, surtout récemment, où dès que nous en manifestons le désir, dans nos efforts pour développer notre commerce avec tout pays étranger. Nous avons commencé immédiatement à développer notre commerce. D'abord, nous sommes adressés à une nation de ce côté-ci de l'Atlantique, et nous avons eu, dans cette circonstance, l'assistance officielle, non-seulement apparente, mais formelle et directe du représentant de Sa Majesté près la cour du Brésil. Nous avons maintenant une ligne de steamers mensuelle entre le Canada et ce pays, et bien que notre commerce avec le Brésil soit encore dans son enfance, je crois que, d'après des indications évidentes, l'un de nos meilleurs marchés de l'avenir sera celui de ce pays. Les produits des deux pays sont variés de telle sorte que les nôtres peuvent être échangés contre ceux du Brésil avec profit.

Ce discours, M. l'Orateur, ne manquait pas de plausibilité. Le gouvernement de sir John Macdonald a essayé d'établir un commerce avec le Brésil, et quelle assistance reçut-il dans cette tentative ? D'abord, il reçut l'assistance de la mère patrie ; deuxièmement, il reçut l'assistance du ministre anglais près la cour du Brésil ; en troisième lieu, il y eut échange des divers produits des deux pays, qui se complétaient les uns les autres ; en quatrième lieu, une ligne de steamers entre les ports des provinces maritimes et le Brésil fut établie, et en cinquième lieu, il y eut l'inauguration de la politique nationale. On ne pouvait dire un seul mot contre ce discours prononcé par sir John A. Macdonald en 1882. Ce discours avait une apparence de plausibilité du commencement à la fin. Mais huit années se sont écoulées depuis, et le commerce que nous avons eu depuis avec le Brésil fera voir le résultat obtenu par les honorables chefs de la droite au moyen de leur politique nationale, malgré toutes les circonstances signalées par sir John A. Macdonald. Voyons, en 1882, lors du